



De nouvelles preuves lient BSGR à une entreprise qui a promis des pots-de-vin dans le secteur minier guinéen

- ***Un directeur de Beny Steinmetz Group Resources a créé une société qui a promis des pots-de-vin***
- ***BSGR a induit en erreur en affirmant que Pentler Holdings avait été créée indépendamment***
- ***Des représentants ont versé de l'argent à l'ancienne épouse du président guinéen***
- ***Global Witness a révélé en avril que BSGR et Pentler avaient signé des contrats de corruption***

L'un des directeurs de Beny Steinmetz Group Resources avait créé une société qui a signé des contrats de corruption avec l'épouse d'un président africain dans ce qui a donné lieu à un scandale minier de plusieurs milliards de dollars, selon des informations reçues par Global Witness.

Pentler Holdings Ltd, une société offshore qui détenait des parts dans les intérêts miniers de BSGR en Guinée, a promis des pots-de-vin s'élevant à des millions de dollars, selon des contrats vus par Global Witness. BSGR soutient que la société Pentler a été créée indépendamment d'elle. De nouveaux éléments montrent que cette affirmation est fallacieuse.

En avril, Global Witness a révélé que BSGR et Pentler avaient promis à Mamadie Touré, l'une des

épouses de l'ex-Président guinéen Lansana Conté, des millions de dollars pour qu'elle les aide à acquérir des droits sur Simandou – une chaîne de montagnes isolée qui pourrait être la plus grande réserve de minerai de fer au monde. En Guinée, où près de la moitié de la population vit avec moins d'un dollar par jour, les citoyens ordinaires n'ont pas encore tiré profit de ces richesses.¹

En 2008, le groupe Beny Steinmetz jouait déjà un rôle important dans le commerce mondial des diamants — étant le plus grand acheteur de diamants bruts de De Beers² et l'un des principaux fournisseurs du joaillier de luxe new-yorkais Tiffany & Co. Mais dans le secteur minier, BSGR était encore une société relativement petite éclipsée par des géants tels que Rio Tinto et Vale.

Contact:

Daniel Balint-Kurti | t: +44 (0) 207 492 5872 | m: +44 (0)7912 517 146 | e: dbalint-kurti@globalwitness.org
Leigh Baldwin | t: +44 (0) 207 492 5889 | m: +44 (0)7715 068 300 | e: lbaldwin@globalwitness.org

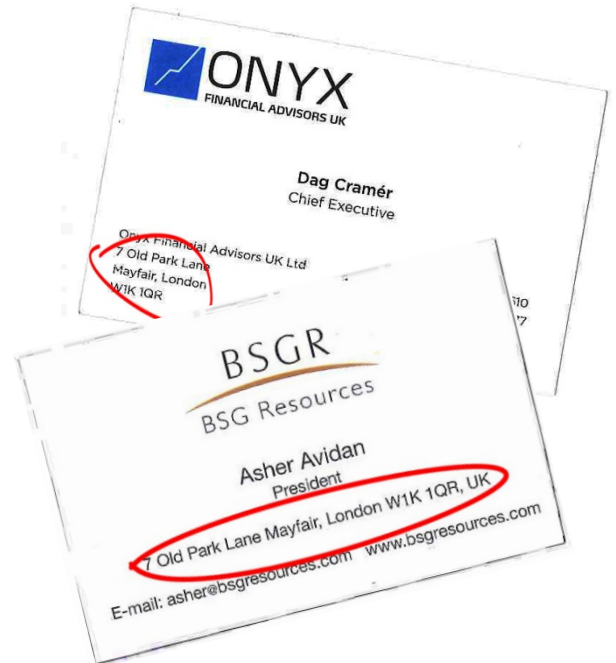
C'est alors qu'elle a réalisé ce qui paraissait impossible : elle a acquis des droits sur Simandou gratuitement et l'année suivante, elle a vendu la moitié de ces droits pour 2,5 milliards de dollars— soit plus du double du budget total de l'État guinéen pour 2010. Le Sunday Times a qualifié cette opération d' « affaire du siècle ». ³ Un grand jury américain a ouvert une enquête.

Les pots-de-vin étaient détaillés dans les contrats signés par Pentler et par BSGR. Ces documents sont également mentionnés à profusion dans le dossier judiciaire ouvert aux États-Unis. ⁴ Dans l'un des contrats, Mamadie Touré a signé pour confirmer la réception de 2,4 millions de dollars.

Un ancien représentant de BSGR en Guinée a été arrêté aux États-Unis pour tentative de destruction de ces documents et obstruction à l'enquête ouverte par le grand jury. BSGR affirme que les contrats sont des faux. ⁵ La firme soutient que les accusations de corruption sont « *totalelement dénuées de fondement* » et qu'elle a toujours agi « *dans le respect des normes les plus strictes de gouvernance d'entreprise* » .

Des liens étroits

BSGR déclare que Pentler a été créée de manière indépendante par trois personnes qui ont représenté BSGR en Guinée : Frédéric Cilins, Michael Noy et Avraham Lev Ran. ⁶ Global Witness a eu sous les yeux des éléments prouvant que Pentler appartenait en fait à Onyx Financial Advisors, une entreprise étroitement liée au Beny Steinmetz Group.



Lorsque Pentler a été créée aux Îles Vierges britanniques le 28 octobre 2005, ses 50 000 parts étaient toutes détenues par Onyx Financial Advisors, selon le certificat de capital autorisé de Pentler vu par Global Witness. La signature apparaissant sur le certificat est celle de Sandra Merloni-Horemans, directrice chez Onyx et chez BSGR. ⁷

Le nom d'Onyx a été utilisé par le groupe Beny Steinmetz dans plus d'un pays – le Royaume-Uni, la Suisse, les Îles Vierges britanniques et peut-être d'autres pays – de sorte qu'il est difficile de savoir quelle entité exactement a fondé Pentler. ⁸ Ce qui est clair, c'est son lien avec BSGR.

Le PDG d'Onyx, Dag Cramer, est également directeur chez BSGR et se trouve à la tête de deux autres compagnies du groupe Steinmetz. ⁹ Onyx Londres a été initialement constituée en 2005 sous la dénomination de BSG Management Services Ltd avant de changer de nom en 2011. ¹⁰

Contact:

Daniel Balint-Kurti | t: +44 (0) 207 492 5872 | m: +44 (0)7912 517 146 | e: dbalint-kurti@globalwitness.org
Leigh Baldwin | t: +44 (0) 207 492 5889 | m: +44 (0)7715 068 300 | e: lbaldwin@globalwitness.org

Merloni-Horemans est aussi directrice au sein de la société mère d'Onyx (Royaume-Uni) basée à Genève. Un document du *Securities Exchange Commission* aux Etats-Unis indique que Nir Livnat, président exécutif du groupe Beny Steinmetz, peut être contacté chez Onyx à Genève.¹¹ Le même document donne également Onyx Genève comme adresse de contact du frère de Steinmetz, Daniel, qui détient une participation dans le groupe Steinmetz.¹²

Mayfair, Londres

À Londres, Onyx Financial Advisors gère des investissements pour des entreprises du groupe Beny Steinmetz¹³ et partage une adresse avec BSGR.¹⁴ Ce bureau de Mayfair apparaît sur les cartes de visite de Cramer et d'Asher Avidan, président de BSGR – signe que cette adresse est au centre des opérations de ces deux sociétés.

Frédéric Cilins a représenté BSGR en Guinée à partir de 2005 lorsque la société a cherché à acquérir des droits sur le gisement de Simandou.¹⁵ En juillet 2008, le gouvernement a confisqué la moitié de la concession détenue par le géant minier australien Rio Tinto. Cinq mois plus tard, les droits ont été octroyés à BSGR. Des contrats conclus entre 2006 et 2010 montrent que Pentler a promis de l'argent à Touré ainsi que des parts pour faire avancer la tractation.¹⁶

En avril, Cilins a été arrêté dans le cadre d'un coup monté du FBI après avoir tenté de payer Touré pour qu'elle détruise ses contrats avec Pentler et BSGR Guinée, selon les charges qui pèsent contre lui aux États-Unis.¹⁷ Ses partenaires, Noy et Lev

Ran, sont également cités dans le dossier judiciaire : une écoute électronique du FBI a permis au tribunal d'entendre Cilins discuter de l'évolution de la situation avec Noy, et Lev Ran et Cilins se chargeaient des paiements.

Contacté par Global Witness par l'entremise d'une tierce partie, Noy a refusé de faire tout commentaire. Lev Ran n'a pas répondu aux demandes écrites sollicitant sa réaction. Aucune charge n'a été portée contre Noy et Lev Ran.

L'Accusation a déclaré à la cour que les transcriptions d'écoutes du FBI montraient que Cilins avait cherché à persuader Touré de signer un document stipulant qu'elle n'avait jamais reçu de pots-de-vin. Elle a ajouté que des documents bancaires montraient que Cilins et Lev Ran lui avaient personnellement transféré des centaines de milliers de dollars. Cilins a émis des chèques d'un compte bancaire israélien qui avait un solde de plus d'un million de dollars,¹⁸ tandis que Lev Ran a viré des fonds à Touré.¹⁹ « *Nous n'avons jamais nié le fait que des fonds ont été versés à Mamadie Touré* », a déclaré l'avocat de Cilins au tribunal le 3 juillet, ajoutant que les paiements concernaient des opérations commerciales légitimes.²⁰

« *Toute cette affaire n'est que de la diffamation* », aurait affirmé Noy lors d'une interview réalisée le 30 juin 2013 par Ynet News, le site web du journal israélien Yedioth Ahronoth. « *Tout cela n'a aucun sens mais malheureusement, une procédure juridique a été engagée et je ne peux répondre à tout* ».

Procuration

Contact:

Daniel Balint-Kurti | t: +44 (0) 207 492 5872 | m: +44 (0)7912 517 146 | e: dbalint-kurti@globalwitness.org
Leigh Baldwin | t: +44 (0) 207 492 5889 | m: +44 (0)7715 068 300 | e: lbaldwin@globalwitness.org

BSGR affirme que Cilins, Noy et Lev Ran ont créé Pentler de leur propre initiative pour officialiser les activités existantes du trio en Guinée.

« Ne disposant pas d'une présence permanente en Guinée, BSGR a cherché à travailler avec Michael

Noy, Avraham Lev Ran et Frédéric Cilins, qui exerçaient d'importantes activités considérables en Guinée, qu'ils ont par la suite menées sous le nom de Pentler Holdings », a déclaré BSGR dans un communiqué publié le 9 mai sur son site web.²¹

La mystérieuse société Margali

Le certificat de capital autorisé de Pentler, un document d'enregistrement qui fournit des détails concernant les actionnaires de la société, porte le cachet de Margali Management en tant qu'unique directeur de la firme. Nul ne sait à qui appartient Margali car la société est enregistrée aux nébuleuses Îles Vierges britanniques, où ces informations sont tenues secrètes. Son adresse aux Îles Vierges britanniques est la même que celle de Mossack Fonseca & Co, le fournisseur de services qui a enregistré Pentler et Onyx Financial Advisors Ltd (BVI). Mossack Fonseca « serait un leader de l'industrie » dans le domaine de la création de sociétés anonymes offshore, écrivait The Economist en avril 2012.²²

Margali a également apporté son aide dans des transactions très en vus menées par BSGR avec le joaillier de luxe new-yorkais Tiffany & Co. En mars 2011, Tiffany a prêté 50 millions de dollars à Koidu Holdings SA, une entreprise du groupe Beny Steinmetz qui exploite une mine de diamants en Sierra Leone. Margali a signé l'accord de prêt en tant que directeur de Koidu. BSGR a garanti le prêt. La personne de contact tant pour Koidu que pour BSGR est Sandra Merloni-Horemans et l'adresse fournie est le bureau d'Onyx à Genève.²³

Contact:

Daniel Balint-Kurti | t: +44 (0) 207 492 5872 | m: +44 (0)7912 517 146 | e: dbalint-kurti@globalwitness.org
Leigh Baldwin | t: +44 (0) 207 492 5889 | m: +44 (0)7715 068 300 | e: lbaldwin@globalwitness.org



Le président de BSGR, Asher Avidan, a signé des contrats avec Mamadie Touré, promettant à l'épouse de l'ex-président guinéen d'énormes pots-de-vin pour son aide dans l'acquisition de droits miniers. À droite, le frère de Mamadie Touré, Ibrahima Sory Touré – également haut responsable de BSGR.

Selon BSGR, Avraham Lev Ran a été l'un des fondateurs de Pentler. Cela aurait dû l'habiliter à agir au nom de la société. Mais Global Witness a appris que Lev Ran n'a été autorisé à agir au nom de Pentler qu'à partir du 13 février 2006 – soit trois mois et demi après sa création – lorsque Pentler lui a donné procuration. C'est Merloni-Horemans, la directrice d'Onyx et de BSGR, qui a signé l'autorisation.

À peine une semaine plus tard, cette procuration a été utilisée pour transférer 33 pour cent des parts de Pentler à Mamadie Touré.²⁴ Le mois suivant, Pentler a acquis 17,65 pour cent du holding de BSGR au Simandou. Cela aurait donné à Touré une participation de 5,9 pour cent dans une mine dont la valeur est estimée à des milliards de dollars.

(Nul ne sait exactement si ce contrat a été exécuté : un contrat ultérieur, signé par BSGR en juin 2007, situe la participation de Touré à 5 pour cent.)

Questions sans réponse

Tout en confirmant qu'il s'était rendu aux États-Unis pour obtenir les contrats, Cilins a invoqué pour sa défense qu'il s'agissait de faux et que Touré les utilisait pour se livrer à du chantage.²⁵ Son avocat a comparé les actes posés par Cilins à ceux d'un propriétaire de restaurant qui, plutôt que d'encourir une bataille juridique coûteuse, préfère arranger les choses et verser un peu d'argent à un client qui prétend à tort avoir glissé sur le sol de son établissement.²⁶

Contact:

Daniel Balint-Kurti | t: +44 (0) 207 492 5872 | m: +44 (0)7912 517 146 | e: dbalint-kurti@globalwitness.org
Leigh Baldwin | t: +44 (0) 207 492 5889 | m: +44 (0)7715 068 300 | e: lbaldwin@globalwitness.org

BSGR déclare également que les contrats ne sont pas authentiques. « *Notre client (tout comme les employés et individus concernés) nous a informés que les documents qui, selon vous, ont été signés par notre client sont en réalité des faux* », a écrit Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom, un cabinet d'avocats londonien représentant BSGR, dans une lettre adressée en date du 4 juin à la commission minière guinéenne chargée d'enquêter sur les contrats de Simandou. « *Certaines versions de ces soi-disant documents ont été utilisées lors de tentatives de chantage précédentes à l'encontre de notre client en lien avec de fausses allégations de pots-de-vin et de corruption.* »²⁷

Global Witness a envoyé une liste de questions portant sur Pentler à BSGR et Rory Godson, un ex-rédacteur des actualités économiques du Sunday Times dont la firme londonienne Powerscourt représente BSGR (voir notes de fin de document).²⁸

Tant BSGR que Powerscourt ont refusé de répondre aux questions. La seule réponse a été une lettre de menaces du cabinet d'avocats de BSGR, Mishcon de Reya, qui semblait reconnaître la relation entre Onyx et Pentler.

Les questions de Global Witness « *sont en partie liées à des informations confidentielles qui n'ont pu être obtenues que directement d'un ou deux employés d'Onyx ou de son système informatique* », a écrit un avocat de Mishcon, James Libson, le 26 juillet. « *Veillez expliquer de toute urgence comment vous avez obtenu les informations sur Onyx et sur tout lien quelconque*

avec Pentler Holdings Limited et Margali Management ».

Projecteur sur Beny Steinmetz

Ces nouvelles révélations intensifient les pressions sur BSGR pour que la société s'explique à propos de ses transactions visant Simandou, notamment à propos de son implication dans Pentler. En même temps, l'attention se focalise aussi de plus en plus sur Beny Steinmetz lui-même.

Bien que BSGR eut déclaré que, pour l'entreprise, Steinmetz n'était qu'un consultant,²⁹ lui et sa famille sont les seuls bénéficiaires publiquement connus de fiducies détentrices du groupe Beny Steinmetz.³⁰ Selon The New Yorker, Ehud Olmert, ex-premier ministre israélien qui aurait fait du lobbying en faveur de BSGR,³¹ a qualifié Steinmetz de « *one-man show* ».³²

L'acte d'accusation dressé à l'encontre de Cilins décrit son appel téléphonique à un « *co-conspirateur* » identifié dans le dossier judiciaire sous la seule dénomination de CC-1. Le New Yorker et deux autres publications – Ynet News d'Israël et Main Justice, un site web américain – ont identifié ce co-conspirateur comme étant Steinmetz.³³ Ceci confirme les informations fournies à Global Witness par une personne au courant de l'enquête.

Dans la transcription d'une conversation téléphonique remise à la cour par le FBI, Cilins expliquait à Touré que CC-1 lui avait personnellement ordonné de détruire les contrats:

« *Je suis allé le voir spécialement [CC-1]* », a déclaré Cilins. « *Je lui ai dit... [Mamadie Touré] ne*

Contact:

Daniel Balint-Kurti | t: +44 (0) 207 492 5872 | m: +44 (0)7912 517 146 | e: dbalint-kurti@globalwitness.org
Leigh Baldwin | t: +44 (0) 207 492 5889 | m: +44 (0)7715 068 300 | e: lbaldwin@globalwitness.org

vous trahira jamais – [Touré] ne remettra jamais à personne aucun de ces documents. »

Selon Cilins, CC-1 a répondu : « *Je veux que vous détruisez ces documents... je veux que vous me disiez, 'J'ai vu que les documents étaient détruits ; c'est terminé, il n'y a plus de documents' ».*³⁴

Le procureur des États-Unis a indiqué clairement que le grand jury s'intéressait à Steinmetz personnellement, ainsi qu'à BSGR.

Une citation à comparaître du grand jury visant Touré le 2 février lui a ordonné de remettre « *tout document... renvoyant à ou concernant : la concession de Simandou, Beny Steinmetz, BSG Resources Ltd et entités connexes* ». (Caractères gras ajoutés).³⁵

« BSGR opère en totale transparence, travaillant en partenariat avec les gouvernements des pays d'accueil aux niveaux national et local », a déclaré BSGR dans son communiqué de presse du 9 mai. « La bonne gouvernance est inhérente à la mission de son groupe. »

Les Guinéens sont depuis longtemps plongés dans la pauvreté alors que les élites détournent les richesses de la nation. Global Witness a fourni des preuves évidentes de corruption autour de Simandou, l'un des actifs les plus précieux d'Afrique. Vu l'engagement proclamé de BSGR à agir en toute transparence, la firme se doit maintenant d'expliquer ses liens avec la société offshore au cœur de la tempête.

Notes à l'intention des équipes de rédaction :

1. Pour des déclarations antérieures de Global Witness relatives à BSGR et Simandou, voir :

1. Damning video and contracts show BSGR was lying in Guinea mining scandal
<http://www.globalwitness.org/library/damning-video-and-contracts-show-bsgr-was-lying-guinea-mining-scandal> (19 avril 2013)
2. Corruption arrest in US puts Beny Steinmetz Group Resources in the frame
<http://www.globalwitness.org/library/corruption-arrest-us-puts-beny-steinmetz-group-resources-frame> (16 avril 2013)
3. Beny Steinmetz Group Resources doit impérativement répondre aux interrogations relatives à une concession minière en Guinée
<http://www.globalwitness.org/fr/library/beny-steinmetz-group-resources-doit-imp%C3%A9rativement-r%C3%A9pondre-aux-interrogations-relatives-%C3%A0> (9 novembre 2012)

2. Pentler Holdings Ltd a été enregistrée aux Îles Vierges britanniques le 28 février 2005. Dans une déclaration publiée le 9 mai, BSGR a signalé que la firme avait été créée par ses conseillers Frédéric Cilins, Michael Noy et Avraham Lev Ran et qu'après « *Pentler participaient à hauteur de 17,65 pour cent dans le capital de BSGR*

Contact:

Daniel Balint-Kurti | t: +44 (0) 207 492 5872 | m: +44 (0)7912 517 146 | e: dbalint-kurti@globalwitness.org
Leigh Baldwin | t: +44 (0) 207 492 5889 | m: +44 (0)7715 068 300 | e: lbaldwin@globalwitness.org

Guinée Ltd BVI Mars 2006. Cet arrangement a pris fin lorsque BSGR re-acquis la totalité du capital de Holdings Pentler en Mars 2008.»

3. Questions adressées par Global Witness à BSGR et Powerscourt :

1. Beny Steinmetz fait-il, à titre individuel, l'objet d'une quelconque enquête dans le cadre de l'affaire États-Unis d'Amérique c. Frédéric Cilins (Affaire 1:13-cr-00315-KMW) ?
2. Des documents en rapport avec l'affaire et accessibles au public évoquent des transferts effectués par Avraham Lev Ran à des entités liées à Mamadie Touré. BSGR reconnaît-elle l'existence de ces paiements ?
3. BSGR ou l'un ou l'autre de ses employés ou conseillers étaient-ils au courant de ces paiements ?
4. Si oui, les paiements sont-ils liés d'une façon quelconque aux activités de BSGR en Guinée ?
5. Un communiqué de presse publié le 9 mai par BSGR stipule : « *Ne disposant pas d'une présence permanente en Guinée, BSGR a cherché à travailler avec Michael Noy, Avraham Lev Ran et Frédéric Cilins, qui exerçaient d'importantes activités commerciales en Guinée, qu'ils ont par la suite menées sous le nom de Pentler Holdings* » (traduction faite de l'anglais par Global Witness). BSGR a-t-elle participé d'une quelconque façon à la création de Pentler Holdings ? Si oui, veuillez décrire cette participation en fournissant le plus de détails possible.
6.
 - a. Combien la société Pentler a-t-elle payé pour ses 17,65 pour cent de BSGR Guinea Ltd. BVI ?
 - b. L'accord relatif au transfert incluait-il une disposition visant à transférer une partie de cette participation à Mamadie Touré ?
 - c. Un transfert à Mamadie Touré ou à ses entreprises a-t-il été envisagé de quelque manière que ce soit au moment du transfert ?
7. Matinda, ou toute autre entité liée à Mamadie Touré, a-t-elle reçu une participation dans Pentler, ou une participation dans Simandou sous une autre forme ?
8. Combien BSGR a-t-elle payé pour racheter l'actif de Pentler en 2010 ?
9. BSGR pourrait-elle fournir les coordonnées complètes de tous les bénéficiaires de Pentler, passés et actuels ?

Le 11 juillet 2013, Global Witness a envoyé des questions supplémentaires à BSGR, Powerscourt et Onyx :

1. Quelle est la relation du groupe Beny Steinmetz avec Onyx Financial Advisors ?
2. Onyx Financial Advisors est-elle une entreprise du groupe Beny Steinmetz ?
3. Qui est/sont le ou les bénéficiaires effectifs d'Onyx Financial Advisors SA (Suisse) ?
4. Qui est/sont le ou les bénéficiaires effectifs d'Onyx Financial Advisors (IVB) ?
5. Outre les sociétés Onyx Financial Advisors enregistrées au Royaume-Uni, aux Îles Vierges britanniques et en Suisse, existe-t-il d'autres firmes portant ce nom sur d'autres territoires ?

Contact:

Daniel Balint-Kurti | t: +44 (0) 207 492 5872 | m: +44 (0)7912 517 146 | e: dbalint-kurti@globalwitness.org
Leigh Baldwin | t: +44 (0) 207 492 5889 | m: +44 (0)7715 068 300 | e: lbaldwin@globalwitness.org

6. Parmi ces sociétés Onyx Financial Advisors, y en-a-t-il qui sont détenues par le groupe Beny Steinmetz ou associées au groupe ? Si oui, lesquelles ?
7. La société Onyx Financial Advisors a-t-elle participé de quelque manière que ce soit à la création de Pentler Holdings Ltd ?
8. Sandra Merloni-Horemans a-t-elle participé à la création de Pentler Holdings Ltd ?
9. Margali Management fait-elle partie du groupe Beny Steinmetz ou est-elle liée au groupe de quelque manière que ce soit ?

Notes de fin de document

¹ Source : Indicateurs ONU des Objectifs du Millénaire pour le Développement <http://bit.ly/w1s5gU>

² « Today, Steinmetz is the largest buyer of rough diamonds from De Beers, and one of the major suppliers of Tiffany & Company ». The New Yorker, « Buried Secrets: How an Israeli billionaire wrested control of one of Africa's biggest prizes », par Patrick Radden Keefe, 8 juillet 2013 : <http://nyr.kr/13gLgSy> (consulté en dernier lieu le 7 août 2013). Voir également Forbes.com, « The World's Billionaires #488: Beny Steinmetz » <http://onforb.es/19torxq> (consulté en dernier lieu le 7 août 2013) et Diamond Certification Laboratory of Australia, « Sierra Leone diamond miner set for HK listing », 22 janvier 2012 <http://dclcertificationlaboratory.blogspot.co.uk/2012/01/sierra-leone-diamond-miner-set-for-hk.html> (consulté en dernier lieu le 7 août 2013).

³ Sunday Times, « Deal of the Century », par Danny Fortson, 6 mai 2012. L'article dit : « *un an et demi après avoir mis la main dessus [sur la concession de Simandou], Steinmetz a vendu 51% des parts de la concession — qu'il avait reçue gratuitement — à Vale pour 2,5 milliards de dollars en août 2010* ». Le Financial Times a également signalé que « *BSGR n'avait rien payé pour ses permis à Simandou, une pratique qui est courante dans l'industrie* » ; voir « What lies beneath », 7 novembre 2012, par Tom Burgis, Helen Thomas et Misha Glenn ; <http://www.ft.com/cms/s/0/db0642da-2827-11e2-a335-00144feabdc0.html#axzz2Bd1yygZ8>. Voir également le communiqué de Global Witness du 9 novembre 2012 : <http://www.globalwitness.org/node/8241>.

⁴ Les contrats sont mentionnés dans *États-Unis d'Amérique c. Frédéric Cilins*, Tribunal de district des États-Unis, District sud de New York, document 13, versé au dossier le 6 juin 2013. La déposition a été faite le 15 avril (voir communiqué de Global Witness du 16 avril 2013 : <http://www.globalwitness.org/library/corruption-arrest-us-puts-beny-steinmetz-group-resources-frame>).

⁵ Voir citation de la lettre des avocats plus loin dans l'article. Voir également, par exemple, communiqué de BSGR du 9 mai 2013, « Response to BSGR Guinea press speculation », posté sur <http://www.bsgresources.com/media> et consulté en dernier lieu par Global Witness le 7 août 2013 : « *BSGR a toujours agi, et continuera à agir dans le respect des normes les plus strictes de gouvernance d'entreprise dans chacun des 12 pays où la société opère. Dans tous ces pays, BSGR opère en totale transparence, travaillant en partenariat avec les gouvernements des pays d'accueil aux niveaux national et local. La bonne gouvernance est inhérente à la mission de son groupe qui consiste à garantir l'équilibre entre la réussite commerciale et ses responsabilités envers les communautés dans lesquelles le groupe opère et l'environnement dont elles dépendent. BSGR est convaincue que ses activités et sa position en Guinée se justifieront pleinement... Sur fond*

Contact:

Daniel Balint-Kurti | t: +44 (0) 207 492 5872 | m: +44 (0)7912 517 146 | e: dbalint-kurti@globalwitness.org
 Leigh Baldwin | t: +44 (0) 207 492 5889 | m: +44 (0)7715 068 300 | e: lbaldwin@globalwitness.org

de succès commercial exceptionnel de la société en Guinée et à la suite de la couverture médiatique autour du marché conclu, BSGR a été victime de nombreuses tentatives d'extorsion de la part d'individus motivés par l'appât du gain. Le mode opératoire de ces individus était tantôt l'utilisation de faux documents, tantôt le chantage et le harcèlement ». La mise en doute de l'authenticité des contrats est aussi un argument invoqué par Cilins pour sa défense : Voir *États-Unis d'Amérique c. Frédéric Cilins*, document 16, versé au dossier le 13 juin 2013. Des conclusions déposées par la défense le 8 juin 2013 (document 32) incluaient une attestation d'un expert judiciaire en documents, Albert H. Lyter III, analysant « les incohérences ou irrégularités qui seraient de nature à susciter des questions quant à la validité ou la véracité » des contrats. Lyter émet des remarques qui « suffisent pour mettre en doute la validité et la véracité des documents examinés, notamment : la présence de différentes polices de caractères sur plusieurs documents, relevant qu' 'un simple ajout de contenu non présent à l'origine sur le document doit être considéré' » ; « plusieurs documents contenaient des images de la même signature... la présence de la même signature sur plusieurs documents est une indication de manipulation des documents » ; « plusieurs signatures et/ou blocs de signatures... semblent être mal alignés par rapport au texte restant des documents. Ceci peut être dû à l'ajout de contenu en manipulant le document ». Lyter a déclaré que « la prochaine étape appropriée serait un examen complet et approfondi des documents originaux en utilisant tous les outils et méthodes d'examen nécessaires disponibles ».

⁶ Voir communiqué de BSGR du 9 mai.

⁷ Selon des documents de l'administration britannique du registre des sociétés, UK Companies House, extraits par Global Witness le 8 juillet 2013, Sandra Merloni-Horemans est à la fois directrice et secrétaire générale d'Onyx Financial Advisors Ltd (voir document du 20 mai 2005 de BSG Management Services Ltd (« First directors and secretary and intended situation of registered office »). Selon le certificat de constitution en société, Onyx a été inscrite par Dag Cramer le 20 mai 2005 sous le nom de BSG Management Services Limited. Les registres de la Companies House montrent que la société a changé son nom en Onyx Financial Advisors le 7 mars 2011. Les registres de Genève pour la société mère d'Onyx, Onyx Financial Advisors SA, extraits le même jour, mentionnent également Merloni-Horemans comme directrice.

⁸ Cliquer sur les liens suivants pour voir les documents de constitution de la société au Royaume-Uni, en Suisse et aux Îles Vierges britanniques :

Royaume-Uni : <http://bit.ly/14LY5Vz>

IVB : <http://bit.ly/1eK1GSR>

Suisse : <http://bit.ly/1bvP4yT>

⁹ Pour Dag Cramer, voir « Meet the team » sur le site web de BSGR :

<http://www.bsgcapitalmarkets.com/about/meet-the-team.aspx> (consulté en dernier lieu le 12 juillet 2013). On y lit : « Dag Cramer est le PDG de BSG Capital Markets et de BSG Management Services... En 2003, il a rejoint Onyx SA en tant que PDG. Onyx fournit des services en gestion et administration à BSG Investments ». Le site web donne aussi des informations concernant Sandra Merloni-Horemans, voir « Meet the board » sur le site web de BSGR : <http://www.bsgresources.com/about/meet-the-board> (consulté en dernier lieu le 12 juillet 2013). On y lit : « Elle a rejoint BSGR en 1989 et dispose d'une vaste expérience en projets d'exploitation des ressources naturelles et en opérations sur les marchés de capitaux ».

Dag Cramer : <http://bit.ly/13kDvdX>

Sandra Merloni-Horemans : <http://bit.ly/1cChMSR>

Contact:

Daniel Balint-Kurti | t: +44 (0) 207 492 5872 | m: +44 (0)7912 517 146 | e: dbalint-kurti@globalwitness.org
Leigh Baldwin | t: +44 (0) 207 492 5889 | m: +44 (0)7715 068 300 | e: lbaldwin@globalwitness.org

¹⁰ Cliquer sur les liens suivants pour voir les documents de constitution de la société au Royaume-Uni , montrant le changement de nom.

¹¹ <http://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1292026/000120919105009569/xslF345X02/doc3.xml>

¹² « Brother and partner of diamond billionaire Benny Steinmetz, Daniel Steinmetz, with his son Raz, owns a stake in the Steinmetz Group », http://www.forbes.com/lists/2006/81/biz_06israel_Daniel-Raz-Steinmetz_4QAX.html.

¹³ Onyx est la « société de gestion et d'administration » de BSGR , selon les informations reprises dans la déclaration déposée par BSGR en avril 2013 auprès de la Haute Cour de Londres. Onyx fournit également des services de gestion et d'administration à BSG Investments, selon le profil de Dag Cramer sur le site web de BSG Capital Markets.

Capture d'écran : <http://bit.ly/1cChMSR> ; le lien internet original, qui ne fonctionne plus, était : <http://www.bsgcapitalmarkets.com/about/meet-the-team.aspx> .

¹⁴ Cliquer sur les liens suivants pour voir les captures d'écran des pages de contact d'Onyx et de BSGR , consultées par Global Witness le 8 juillet 2013 :

Capture d'écran de la page de contact de BSGR : <http://bit.ly/15EUP7I>

Capture d'écran de la page de contact d'Onyx : <http://bit.ly/1a5cKw8>

L'adresse URL de la page de contact de BSGR est <http://www.bsgresources.com/contact-us> et l'adresse URL pour Onyx Financial Advisors est <http://www.onyxfa.com/contact-us/> (consultées en dernier lieu le 12 juillet 2013).

¹⁵ « M. Cilins avait travaillé pendant des années en Afrique quand en 2005, il a informé BSGR du potentiel que pouvait renfermer la Guinée en termes de projets portant sur les télécommunications et les ressources minérales », écrivait BSGR le 26 décembre à la Commission guinéenne de révision des contrats miniers (lettre vue par Global Witness). « M. Cilins a assisté ou représenté BSGR au cours de réunions avec le Ministre des Mines et le Centre de Promotion et de Développement Miniers. »

¹⁶ Contrats vus par Global Witness.

¹⁷ Voir communiqué de Global Witness du 19 avril : <http://www.globalwitness.org/library/damning-video-and-contracts-show-bsgr-was-lying-guinea-mining-scandal>.

¹⁸ *États-Unis d'Amérique c. Frédéric Cilins*, transcription d'audience 3 juillet 2013 : Accusation : « ... il a déclaré au fonctionnaire chargé de l'instruction que le seul compte dont il disposait était un compte bancaire sur lequel il a – il a 200 euros sur un compte courant, et il n'a pas de compte d'épargne. Nous découvrons maintenant qu'il a d'autres comptes, il a un compte à – un compte à la banque Wachovia, un compte de placement, c'est je pense ce à quoi faisait allusion l'avocat de la défense, c'est le compte sur lequel 150 000\$ ont été versés depuis son autre compte à la banque Leumi, pour ressortir ensuite de son compte avec l'émission de deux chèques en 2010 pour le témoin coopérant... » [...] Mais je pense que votre Honneur le sait – ce que nous savons objectivement, c'est que nous avons un compte à la banque Leumi, à propos duquel nous n'avons pas d'informations, c'est de là que proviennent les 150 000\$ qui sont allés au témoin coopérant... » [...] Défense : « Donc votre Honneur, comme je l'ai dit précédemment, je savais qu'il avait eu – le gouvernement a démontré

Contact:

Daniel Balint-Kurti | t: +44 (0) 207 492 5872 | m: +44 (0)7912 517 146 | e: dbalint-kurti@globalwitness.org
Leigh Baldwin | t: +44 (0) 207 492 5889 | m: +44 (0)7715 068 300 | e: lbaldwin@globalwitness.org

l'existence du compte à la banque Leumi. Je savais qu'il avait un compte à la banque Leumi. M. Cilins a indiqué à M. Lehr quand nous étions – quand cela s'est passé, que la dernière fois qu'il était au courant de la présence d'argent sur le compte à la banque Leumi, il y avait plus d'un million de dollars sur ce compte à la banque Leumi. Il ne sait pas combien il y a maintenant sur ce compte, il n'y a pas eu accès depuis des mois, mais la dernière fois qu'il y avait de l'argent sur le compte de la banque Leumi, c'était une banque qui était là pour des montants destinés à des opérations commerciales. » [...] Accusation : « Bien que l'avocat de la défense l'ait mentionné en coup de vent, il semble maintenant que l'accusé a admis l'existence d'un compte à la banque Leumi sur lequel, il le savait, il y avait un million de dollars ou peut-être plus. Et ceci est en contradiction avec ses déclarations lors de l'instruction selon lesquelles le seul compte dont il était titulaire était un compte courant avec 200 euros. Ce n'est donc qu'un exemple de plus des déclarations inexactes que l'accusé a faites ».

¹⁹ *États-Unis d'Amérique c. Frédéric Cilins*, document 13 : « Les registres bancaires montrent également que ce même Avraham Lev Ran – copropriétaire des SARL Surf Road – a transféré 149 970\$ et 99 970\$, respectivement le 21 juillet et le 5 août 2010, d'un compte en Israël sur un compte en Floride appartenant au témoin coopérant [Mamadie Touré] ». *États-Unis d'Amérique c. Frédéric Cilins*, transcription 3 juillet 2013 : « ... les registres bancaires montrent [...] que l'accusé a transféré deux chèques en 2010, l'un pour environ 100 000, l'autre pour 50 000 de son propre compte au témoin coopérant [Mamadie Touré] ».

²⁰ *États-Unis d'Amérique c. Frédéric Cilins*, transcription 3 juillet 2013 : L'avocate de la défense de Cilins, Michelle Smith, a déclaré à la cour : « Votre Honneur, j'aimerais commencer par répondre à propos d'Avraham Lev Ran et des virements bancaires à Mamadie Touré. Votre Honneur, nous n'avons jamais nié le fait que des virements bancaires ont été effectués à Mamadie Touré, informateur du gouvernement dans cette affaire, et effectivement les documents que nous pensons être en possession du gouvernement sur une clé USB et des ordinateurs de M. Cilins indiquent qu'ils ont réalisé des affaires légitimes au fil des ans, notamment dans la volaille, une école en Guinée, l'achat d'ordinateurs et autres documents. Et votre Honneur, cela remonte à 2007, 2008, 2010, 2011. Il y a peut-être eu des opérations commerciales en 2012 [...] Par exemple j'ai un document ici pour une valeur de 113 000\$ en matériel informatique, un autre montant de 97 000 dollars, la construction d'une école à Conakry, la construction d'une école sur un autre terrain, etc., des opérations commerciales légitimes entre ces parties qui remontent à il y a des années ».

²¹ <http://www.bsgresources.com/media> (consulté en dernier lieu le 7 août 2013). Capture d'écran : <http://bit.ly/15EUWjK>.

²² Voir The Economist, « Shells and shelves », 7 avril 2012 : <http://www.economist.com/node/21552196> (consulté en dernier lieu le 12 juillet 2013).

²³ Un formulaire de la US Securities Exchange Commission (Commission américaine des opérations boursières) déposé par Tiffany & Co. détaillant l'accord de prêt peut être visualisé à l'adresse suivante : <http://apps.shareholder.com/sec/viewerContent.aspx?companyid=TIF&docid=7845512>.

²⁴ Contrat vu par Global Witness.

²⁵ *États-Unis d'Amérique c. Frédéric Cilins*, document 16, p8 : « Les diverses conversations téléphoniques de M. Cilins et ses rencontres avec Mamadie Touré à Jacksonville, en Floride, en 2013 visaient à obtenir ces faux

Contact:

Daniel Balint-Kurti | t: +44 (0) 207 492 5872 | m: +44 (0)7912 517 146 | e: dbalint-kurti@globalwitness.org
Leigh Baldwin | t: +44 (0) 207 492 5889 | m: +44 (0)7715 068 300 | e: lbaldwin@globalwitness.org

documents afin que lui, BSGR et d'autres ne puissent plus faire l'objet de chantage et d'extorsion », a déclaré la défense au tribunal dans des conclusions datées du 13 juin 2013.

²⁶ *États-Unis d'Amérique c. Frédéric Cilins*, transcription 3 juillet 2013 : « Si les documents sont faux, il [Cilins] n'a pas commis d'infraction », a dit au tribunal l'avocate de Cilins, Michelle Smith. « L'argument que j'essaie de faire valoir, M. le Juge, c'est comme lorsqu'un commerçant règle une action en justice pour nuisance. Nous le voyons tous les jours au civil. Quelqu'un entre, dit 'j'ai glissé et je suis tombé dans votre restaurant'. Le restaurateur sait que ce n'est pas vrai, mais l'avocat du client dit oui, mais cela va vous coûter 100 000\$ pour vous défendre en justice, donnez-lui 75, donnez-lui 100, donnez-lui 125, ce qu'il faut pour qu'il débarrasse le plancher, appelez le comptable et faites passer ça aux pertes et profits. C'est exactement ce que M. Cilins faisait ici. Ces documents avaient été produits à au moins quatre reprises depuis 2010 dans le cadre de chantages et d'actes d'extorsion. Au moins une fois, si pas deux, l'avocat de Mme Mamadie Touré est revenu sur sa position lorsqu'il a été confronté à leurs avocats. Il lui aurait promis la lune, les étoiles et le monde ».

²⁷ « Même sans une expertise judiciaire complète, il est clair que plusieurs documents joints à votre lettre sont des faux grossiers : certains des prétendus documents, par exemple, portent des timbres fiscaux officiels. La numérotation (séquentielle) sur les timbres ne correspond pas aux soi-disant dates des documents, c'est-à-dire que les timbres apposés sur des documents ultérieurs ont une numérotation qui précède la numérotation des timbres apposés sur des documents ayant des dates antérieures (ce qui, naturellement, serait impossible si les documents et les timbres étaient authentiques). Cela semble indiquer que des fonctionnaires du gouvernement guinéen étaient complices de la création de ces documents et, peut-être aussi, de la menace plus grande encore pesant sur les intérêts de nos clients en Guinée. Les autres documents joints à votre lettre contiennent aussi des différences notables par rapport aux versions montrées précédemment à notre client dans les circonstances décrites plus haut ». Lettre vue par Global Witness, Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom (UK) LLP à Nava Touré, Comité Technique de Revue des Titres et Conventions Miniers, 4 juin 2013.

²⁸ Courriel de Global Witness à BSGR et Rory Godson, 2 juillet 2013. Voir « Notes à l'intention des équipes de rédaction » pour la liste complète des questions posées à BSGR.

²⁹ « M. Steinmetz est en fait consultant pour [le groupe Beny Steinmetz], mais le sentiment qui prévaut largement dans le domaine public est que ces firmes sont interchangeable avec la personne de M. Steinmetz ». Lettre de Mishcon de Reya, représentant BSGR, à Global Witness, 15 février 2013.

³⁰ « Les intérêts de la famille Steinmetz se sont étendus au secteur minier, au pétrole, au gaz, à la production d'électricité, à l'immobilier et aux investissements financiers. Beny et sa proche famille figurent parmi les bénéficiaires de fiducies qui détiennent le groupe commercial Steinmetz (BSG) ». Communiqué de BSGR du 11 avril 2013 <http://www.bsgresources.com/media>.

³¹ Voir par exemple Maariv, 31 mai 2009 (hébreu) : <http://www.nrg.co.il/online/16/ART1/897/316.html>

³² The New Yorker, « Buried Secrets ».

³³ Ynet News, « Beny Steinmetz reveals all cards », 30 juin 2013 : <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4398445,00.html>. Main Justice, « Unnamed 'co-conspirator' in BSGR probe said to be Israeli Beny Steinmetz »,

Contact:

Daniel Balint-Kurti | t: +44 (0) 207 492 5872 | m: +44 (0)7912 517 146 | e: dbalint-kurti@globalwitness.org
Leigh Baldwin | t: +44 (0) 207 492 5889 | m: +44 (0)7715 068 300 | e: lbaldwin@globalwitness.org

17 juin 2013 : <http://www.mainjustice.com/justanticorruption/2013/06/17/unnamed-co-conspirator-in-bsgr-probe-said-to-be-israeli-beny-steinmetz/> . Les deux articles ont été consultés en dernier lieu le 12 juillet 2013.

³⁴ États-Unis d'Amérique c. Frédéric Cilins, document 13.

³⁵ Citation à comparaître vue par Global Witness.

Contact:

Daniel Balint-Kurti | t: +44 (0) 207 492 5872 | m: +44 (0)7912 517 146 | e: dbalint-kurti@globalwitness.org
Leigh Baldwin | t: +44 (0) 207 492 5889 | m: +44 (0)7715 068 300 | e: lbaldwin@globalwitness.org